

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 22 FÉVRIER 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 22 février 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
|----------|-------------|---------|
| 64 | 14 | 3 |

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/02/025

**REPRISE EN GESTION
DIRECTE DU PORT DE
SAINT-LOUIS DU
MOURILLON - SIGNATURE
DE LA CONVENTION DE
TRANSITION AVEC LE
GESTIONNAIRE ACTUEL**

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

REPRESENTES :

Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Olivier CHARLOIS ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Isabelle MONFORT, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL.

ABSENTS :

M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI.

Séance Publique du 22 février 2024

N° D' O R D R E : 24/02/025

O B J E T : REPRISE EN GESTION DIRECTE DU PORT DE SAINT-LOUIS DU MOURILLON - SIGNATURE DE LA CONVENTION DE TRANSITION AVEC LE GESTIONNAIRE ACTUEL

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'arrêté ministériel en date du 2 juillet 1971 confiant, notamment, à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var l'exploitation du port de Saint-Louis du Mourillon dans le cadre de la concession Etablissement Maritime Toulon Plaisance,

VU l'avenant n°10 à ladite concession portant son échéance au 31 décembre 2023,

VU la délibération n°23/09/234 du Conseil Métropolitain en date du 28 septembre 2023 portant, notamment, décision d'exploiter le port de Saint-Louis du Mourillon en régie directe à compter du 1^{er} janvier 2024,

VU l'avis de la Commission Ports du 12 février 2024,

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la continuité du Service Public, d'organiser la transition de l'exploitation dudit port et de prévoir les modalités matérielles et financières de sa reprise en régie directe par la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER la convention de transition, telle qu'elle est ci-après annexée, à conclure entre la Chambre du Commerce et de l'Industrie du Var (CCIV) et la Métropole Toulon Provence Méditerranée aux fins d'organiser le changement d'exploitant du port de Saint-Louis du Mourillon et de prévoir les modalités matérielles et financières de sa reprise en régie directe par la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2024.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ou son représentant, à signer ladite convention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les dépenses et les recettes qui pourraient relever de l'application de cette convention seront imputées sur le budget annexe Ports Métropolitains, opération 38000 – Port de Saint-Louis du Mourillon.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 février 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR 78

CONTRE 0

ABSTENTION 0

CONVENTION DE TRANSITION DE L'EXPLOITATION DU PORT DE SAINT-LOUIS DU MOURILLON

La **Chambre de commerce et d'industrie du Var**, Établissement public créé par ordonnance du 13 juin 1833, régi par les dispositions du titre premier du livre septième du Code de Commerce, domiciliée en son hôtel, sis à Toulon, Palais de la Bourse, 236 boulevard du Maréchal Leclerc, représentée par son Président, Basil GERTIS, élu à cette fonction au terme d'un vote de l'Assemblée Générale du 23 novembre 2021, et dûment habilité à l'effet des présentes par décision de l'Assemblée Générale du 30 novembre 2023,

Ci-après désignée la «**CCIV**»

ET:

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président en exercice de ladite Métropole, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° du Conseil Métropolitain en date du 2023,

Ci-après désignée « **MTPM** »

Ci-après désignées, ensemble, les « **Parties** » et, individuellement, une « **Partie** »

PRÉAMBULE

Considérant que la CCIV assure l'exploitation du port de Saint-Louis du Mourillon dans le cadre de la concession Etablissement Maritime Toulon Plaisance (ci-après le « Port »), en qualité de concessionnaire, initialement en vertu d'un arrêté ministériel délivré par l'état en date du 2 juillet 1971, et ce pour une durée de 50 ans.

Considérant que cette concession relève désormais de la compétence de MTPM et ce, suite aux lois de décentralisation de 1983.

Considérant les divers avenants successifs intervenus, et notamment le dernier en date, l'avenant n°10 qui porte la durée de la concession consentie à la CCIV au 31 décembre 2023 (ci-après dénommée « Date d'échéance »).

Considérant, la volonté de MTPM de reprendre en régie directe la gestion dudit Port à compter du 1^{er} janvier 2024.

Afin d'assurer la continuité du service public, les Parties se sont rapprochées pour organiser la transition de l'exploitation dudit Port et prévoir les modalités matérielles et financières de la reprise en régie directe de l'exploitation par MTPM.

Afin d'assurer une transition dans les meilleures conditions, les parties ont décidé de mettre en place un comité de suivi et ont convenu des dispositions ci-après.

C'est dans ce contexte, que les Parties décident de signer la présente convention (ci-après la « Convention »).

CECI EXPOSÉ, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE PRELIMINAIRE

A compter de l'entrée en vigueur de la Convention de Transition et sur une durée ne pouvant excéder six (6) mois renouvelable par accord expresse des Parties, les Parties feront les meilleurs efforts pour maintenir la continuité du service.

Au 1^{er} janvier 2024, la CCIV transmettra les éléments suivants, ces opérations couvriront aussi les sujets suivants :

- Facturation,
- Transmission et suivi des relances,
- Productions des états statistiques.

- Liste d'attente places annuelles
- Transmission des données nécessaires à la reprise en régie par MTPM
- Transmission des données relatives aux ressources humaines dans le cadre de la reprise du personnel par MTPM.
- Autres,

En tant que de besoin, ces opérations seront directement issues des logiciels métiers de la CCIV selon des modalités techniques définies à l'article 2 de la présente Convention.

Modalités de transmission des données financières par la CCIV

Concernant les données financières devant être fournies par la CCIV à MTPM, il est entendu entre les Parties que la CCIV confirmera les éléments qu'elle aura communiqués à MTPM en lui transmettant un état récapitulatif certifié par ses commissaires aux comptes dès l'approbation de ses comptes annuels par son autorité de tutelle.

L'ensemble des modalités définies dans les articles ci-après de la présente Convention ont vocation à couvrir toutes les opérations visées.

Par ailleurs, MTPM assurera le cas échéant un support administratif pour assister la CCIV au traitement des opérations de comptabilité client, de comptabilité fournisseurs, les opérations liées aux régies, ainsi que les opérations de comptabilité générale ou encore des opérations de clôture à la section analytique des comptes spécifiques du Port de Saint Louis du Mourillon de la concession

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Afin de garantir la continuité du service public, cette convention a pour objet d'assurer la transition de l'exploitation du port de Saint-Louis du Mourillon entre la CCIV et MTPM. Celle-ci déterminera les conditions techniques, administratives et financières nécessaires au bon fonctionnement du port.

ARTICLE 2 – DEVENIR DES RESEAUX ET DU MATERIEL INFORMATIQUE

2.1. Il est précisé que la CCIV assurera, pour une durée prévisionnelle de deux mois à compter de l'échéance de la concession, laquelle période pouvant s'étendre après accord des Parties, un accompagnement à la dissociation technique et de continuité, notamment sur les services suivants :

- Messageries (un message dans les messageries pour transférer sur le nouveau mail de destination), (Une coordination par anticipation sera nécessaire entre MTPM et la CCIV),
- Coupure de la liaison spécifique avec la CCIV,

- Dissociation des AD (active directory),
- Transfert des noms de domaine,
- Liaison internet orange (contrat à migrer vers MTPM)
- Vidéoprotection

MTPM accepte que la CCIV ne saurait être redevable vis-à-vis de MTPM d'une quelconque responsabilité de quelque nature que ce soit dans l'exécution de ses obligations au titre du présent article et renonce expressément à tout recours contre la CCIV dans ce cadre.

2.2. Exploitation des données par la CCIV postérieurement au 31/12/23 : MTPM permettra l'accès ou fournira à la CCIV l'ensemble des données pouvant faire l'objet de requêtes par des autorités administratives, de contrôles ou judiciaires.

De même, MTPM mettra à disposition le personnel qualifié afin de réaliser les opérations nécessaires à la clôture et les éventuels états statistiques intervenant post clôture et ce, notamment dans des délais compatibles avec le calendrier d'arrêté des comptes de la CCIV.

2.3. Modifications des contrats conclus par la CCIV avant le 31/12/23 : MTPM pourra demander à la CCIV dans la limite du strict respect des dispositions du code de la commande publique et avec l'accord de la CCIV de procéder à des modifications des contrats cités en annexe 3 de la présente Convention. Le coût desdites modifications sera à la charge de MTPM.

Les contrats visés au présent article seront spécifiquement identifiés dans l'annexe 3 de la présente Convention.

L'annexe 4 vise aussi à déterminer le sort que les parties souhaitent réserver à certains matériels et le calendrier d'exécution associé.

ARTICLE 3 – VOLET FINANCIER

Article 3.1 – Régime fiscal

À titre liminaire, le régime fiscal du transfert des biens mobiliers, immobiliers nécessaires à l'exploitation est précisé ci-dessous.

Les Parties entendent bénéficier de la dispense de taxation à la TVA en cas de **transmission d'une universalité de biens**, conformément à l'article 257 bis du Code Général des Impôts et à l'instruction administrative BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10 alinéa 30, prévue dans le cadre des transferts de biens opérés lors des changements de mode d'exploitation des services publics

Par ailleurs, en plus de la dispense de TVA sur les transferts de biens mobiliers, immobiliers, aucune régularisation de TVA n'est requise au titre du transfert des biens mobiliers et immobiliers ayant ouvert droit à déduction. MTPM est tenu, s'il y a lieu, d'opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cession ou de livraison à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la transmission d'universalité. Il est par ailleurs précisé que la transmission d'universalité n'entraîne pas une remise à zéro des délais de régularisation.

LA CCIV et MTPM s'engagent à transcrire les opérations de transfert sur leurs déclarations de TVA respectives du mois de décembre 2022 (sur la ligne « Autres opérations non imposables »).

Article 3.2 – Solde financier

Concernant les données financières devant être fournies par la CCIV à MTPM, il est entendu entre les Parties que la CCIV communiquera au plus tard à l'échéance de la concession à MTPM un état provisoire de l'actif immobilisé et après approbation par son autorité de tutelle, la CCIV communiquera ses comptes annuels. Ces derniers ne tiendront pas compte des opérations de liquidation.

1) Soldes Clients

En ce qui concerne les encaissements, les Parties conviennent ce qui suit :

- les paiements encaissés par la CCIV pour des prestations réalisées par MTPM sont reversés à MTPM par la CCIV dans les conditions définies au paragraphe 4) ci-dessous ;
- les paiements encaissés par MTPM pour des prestations réalisées par la CCIV sont reversés à la CCIV par MTPM dans les conditions définies au paragraphe 4) ci-dessous.

2) Soldes Fournisseurs

A l'exception des problématiques identifiées dans le cadre des comités de suivi, si la prestation a été fournie en partie à MTPM et en partie à la CCIV, la Partie à qui est adressée la facture pourra solliciter du fournisseur un avoir du même montant et l'émission de deux factures distinctes pour chaque période, sauf exception agréée entre les Parties lors des comités de suivi.

En ce qui concerne les factures fournisseurs, les Parties conviennent ce qui suit :

- les factures reçues par MTPM après la Date d'échéance mais concernant des prestations réalisées avant la Date d'échéance seront renvoyées à la CCIV dès réception et au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrés suivant réception, pour paiement par la CCIV directement à l'émetteur dans le respect des délais légaux.
- les factures reçues par la CCIV pour des prestations réalisées après la Date d'échéance sont renvoyées aux fournisseurs pour annulation et refacturation à MTPM.

Les factures relatives à des contrats ou charges couvrant une période ayant débuté avant la Date d'échéance et non échues à cette date feront l'objet d'une régularisation *prorata*

temporis entre les Parties et sous réserve que ces dépenses soient mises à la charge de chaque Partie.

Les Parties conviennent qu'en cas de prélèvement automatique effectué par un co-contractant le compte bancaire d'une Partie pour une prestation fournie à l'autre Partie, il appartiendra à la Partie débitée à tort, de demander le remboursement à l'autre Partie et de solliciter, le cas échéant, le co-contractant afin d'obtenir un avoir en demandant de rétablir la facturation à l'autre Partie. La Partie pour le compte de laquelle la prestation a été réalisée s'engage à rembourser immédiatement l'autre Partie et au plus tard trente (30) jours francs après réception de la demande.

3) Dépôts de garantie et cautions

Les dépôts de garantie des clients détenus par la CCIV au titre de l'exploitation du Port seront remboursés par la CCIV au client, après retenue, le cas échéant, de toute autre créance inscrite et non soldée au compte du client. La CCIV informera MTPM du solde des dépôts de garantie dans ses livres.

La mise en place et en œuvre des dispositions de cet article fera l'objet d'un suivi régulier en comité de suivi.

4) Flux financiers

Les flux financiers relatifs aux paragraphes 1) à 3) ci-dessus feront l'objet de décomptes étudiés et validés en comité de suivi.

Une fois les différents décomptes validés en comité de suivi les Parties disposeront d'un délai de trente (30) jours pour procéder aux paiements afférents.

ARTICLE 4 - SOLDES RELATIFS AUX FONDS DE CAISSE ET CAISSES

Un inventaire physique contradictoire des fonds de caisse et caisses sera réalisé par les deux parties au plus tard le 08/01/24.

La CCIV prendra possession des fonds de caisse et caisse comptabilisés lors de l'inventaire contradictoire.

ARTICLE 5 - TRANSFERT DES BIENS, STOCKS ET APPROVISIONNEMENTS

5-1 Les Parties conviennent de réaliser un inventaire des biens, stocks et approvisionnements dans les conditions prévues par la Convention de Transition. Cet inventaire devra intervenir au plus tard dans les trois (3) mois à compter de la date de transfert.

5-2 Biens de retour

En application de l'article 45 du cahier des charges de la Concession, à l'expiration de la concession, MTPM reprendra tous les biens de retour tels que listés à l'inventaire prévu à l'article 5.1 ci-avant.

En contrepartie, MTPM reprendra le solde des emprunts dûment approuvés par MTPM. Cette reprise des emprunts interviendra dans le cadre de la reprise globale des emprunts de la concession prévue dans la convention bipartite à intervenir entre les parties.

Les intérêts courus non échus feront l'objet d'une inscription dans la balance des paiements.

Les échéances que la CCIV pourrait être amenée à acquitter couvrant une période postérieure à l'expiration de la concession feront l'objet d'un appel de fonds auprès de MTPM pour un remboursement à l'euro l'euro, capital et intérêts, dans un délai de 30 jours ouvrés.

5-3 Biens de reprise :

A l'expiration de la concession, MTPM reprendra les biens de reprise de la Concession, tels que listés à l'inventaire prévu à l'article 5.1 ci-avant, à leur valeur nette comptable. Les subventions d'investissements nettes des quotes-parts reprises pour leur financement seront déduites du montant de cette valeur de rachat.

5-4 : Biens propres :

Les biens propres de la CCIV, tels que listés à l'inventaire prévu à l'article 5.1 ci-avant, peuvent, d'un commun accord entre les parties, être rachetés par MTPM dès lors que ce rachat présente un intérêt pour la poursuite de l'exploitation.

L'indemnité de rachat est alors déterminée en fonction de la valeur nette comptable des biens ou à dire d'expert si complètement amortis.

ARTICLE 6 – SOLDES RELATIFS AUX IMPÔTS ET TAXES

Les avis d'imposition couvrant une période ayant débuté avant la Date d'échéance et non échue à cette date feront l'objet d'une régularisation au *pro rata* entre les Parties, sous réserve que ces impôts soient mis à la charge de chaque Partie.

ARTICLE 7 – OPERATIONS DE CLÔTURE ET D'OUVERTURE DES EXERCICES COMPTABLES

La CCIV s'engage aux meilleurs efforts pour l'exécution des missions suivantes :

- Clôture comptable des activités liées à l'exploitation du Port de la période précédant la Date de transfert ;
- Bilan de clôture définitif de la concession dont est titulaire la CCIV pour l'exploitation du Port.

La CCIV accepte que MTPM ne saurait être redevable vis-à-vis de la CCIV d'une quelconque responsabilité de quelque nature que ce soit dans l'exécution de ses obligations au titre du présent article et renonce expressément à tout recours contre MTPM dans ce cadre.

ARTICLE 8 – CONTENTIEUX /RECOUVREMENT DE CREANCES/ASSURANCES

La CCIV reste responsable du suivi ainsi que des conséquences relatives aux contentieux existant à la date de transfert, et de tout contentieux concernant un fait portant sur la période d'exploitation du port par la CCIV dont elle serait responsable.

La CCIV reste responsable du recouvrement de l'ensemble des créances dues à la date de transfert par tout prestataire, fournisseur, occupant du domaine public du Port, ou tout autre usager ou cocontractant.

Seuls les litiges contentieux portant sur des bateaux toujours présents dans le port au moment du transfert seront confiés à MTPM. (A la date de la signature de la présente, aucun litige ni contentieux est à déplorer).

La CCIV reste responsable des sinistres assurances dont le fait générateur est né jusqu'au 31.12.23.

Une liste des sinistres en cours au 31 décembre 2023 est annexée par la CCIV (annexe 2).

ARTICLE 9 – AUTORISATIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE (AOT)

Une seule AOT sur le port a une date d'échéance concomitante avec la date de transfert.

ARTICLE 10 – MARCHES PUBLICS (SANS OBJET) ET CONTRATS

10.1 Pour l'ensemble des contrats

Une liste des contrats en vigueur à la date du 31 décembre 2023 est annexée à la présente Convention. Cette liste sera finalisée en comité de suivi, dans un délai ne pouvant excéder trois (3) mois à compter de la Date de Référence.

ARTICLE 11 – MODALITES DE PAIEMENTS

Tout paiement dû par une Partie à l'autre Partie devra être effectué à sa date d'exigibilité telle que prévu dans la Convention. En cas de retard de paiement, les sommes dues et exigibles porteront intérêts au taux légal en vigueur.

ARTICLE 12 – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 12.1 – COMITE DE SUIVI

Un comité de suivi est mis en place jusqu'à la réalisation complète des opérations liées à la reprise de l'exploitation en régie par MTPM.

Ce comité de suivi est constitué au plus de quatre membres de la CCIV et de quatre membres de MTPM, étant entendu que selon les sujets abordés au cours de ces comités, les différents membres se réservent le droit d'inviter toute personne ayant qualité pour intervenir sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.

En premier lieu, les Parties conviennent de se réunir autant que de besoin sous un format présentiel ou visioconférence pendant un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les réunions seront organisées dans un délai de quinze (15) jours calendaires.

Le présent comité de suivi pourra perdurer en tant que de besoin.

ARTICLE 12.2 – TRAITEMENT DES ARCHIVES

S'agissant d'archives publiques, certains documents devront rester archivés à la CCIV conformément aux règles d'archivage public avec un droit de consultation étendu à MTPM.

ARTICLE 12.3 – AVENANTS

A l'exception des créances relatives aux contrats clients et fournisseurs dont les modalités de prise en charge sont déjà prévues à l'article 2, si postérieurement à la date de signature de la présente Convention, de nouveaux éléments matériels ou financiers devaient être transférés entre les Parties, ils pourraient faire l'objet d'avenants à la présente Convention.

ARTICLE 12.4 – DROIT APPLICABLE - RESOLUTION DE DIFFERENDS

Les présentes sont soumises au droit français.

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention. Elles disposent d'un délai de 3 mois à compter de la réception du premier courrier de l'une des parties faisant part de son désaccord à l'autre partie, pour aboutir à une solution amiable.

En d'autres termes, ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le tribunal administratif de Toulon.

ARTICLE 12.5 – ENTREE EN VIGUEUR ET FIN

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les parties pour une durée d'un an renouvelable tacitement sans pouvoir dépasser 3 ans.

ARTICLE 12.6 – LISTE DES ANNEXES

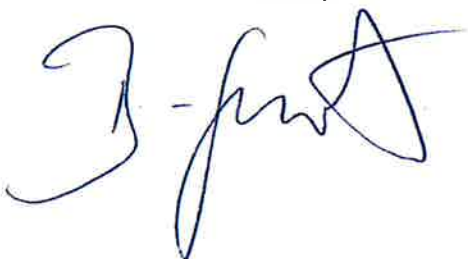
Les listes infra seront être ajustées en tant que de besoin et ce afin de répondre au principe général de droit de continuité de service public. Les différentes annexes seront mises à jour au 31.12.2023.

- **Annexe 1 :**
 - Listing informatique à la date de signature
- **Annexe 2 :**
 - Liste des sinistres à la date de signature
- **Annexe 3 :**
 - Etat des marchés et contrats
- **Annexe 4 :**
 - Compteurs eau et électricité
 - Inventaire à la date de la signature
 - Liste des immobilisations au 31.12.2023
 - Documentation technique
- **Annexe 5 : Plans du port**

Fait à Toulon le _____

En deux (2) exemplaires, dont chacune des Parties reconnaît avoir reçu le sien.

Chambre de Commerce et d'Industrie du Var
Représentée par son Président,
Monsieur Basil GERTIS,



Métropole Toulon Provence Méditerranée
Représentée par son Président,
Monsieur Jean-Pierre GIRAN,

ANNEXE 1

LISTING INFORMATIQUE A LA DATE DE SIGNATURE DE LA PRESENTE CONVENTION

ANNEXE 2

LISTE DES SINISTRES A LA DATE DE SIGNATURE DE LA PRESENTE CONVENTION A PARFAIRE

ANNEXE 3

ETAT DES MARCHES ET CONTRATS

- Contrats et marchés généraux transférables à la date de signature de la présente convention
- Convention et avenant Phares et Balises
- Listing autres fournisseurs

ANNEXE 4

INVENTAIRE A LA DATE DE SIGNATURE DE LA PRESENTE CONVENTION A PARFAIRE

- Compteurs eau et électricité
- Inventaire à la date de la signature
- Liste des immobilisations au 31.12.2023
- Documentation technique associée pour les biens de retour et biens de reprise à parfaire

ANNEXE 5

PLANS DU PORT

ANNEXE 1 – LISTING INFORMATIQUE

MATERIEL INFORMATIQUE

- 1 switch Aruba 2530 8G POE+ J9774A - N° de série : CN65FP529F
- Pas de borne WiFi
- Une webcam non fonctionnelle

MATERIEL VIDEOPROTECTION

- 2 Caméras de vidéoprotection
- 1 serveur pour la vidéoprotection
- 1 centrale contrôle d'accès

ANNEXE 2 – LISTE DES SINISTRES A LA DATE DE SIGNATURE DE LA PRESENTE CONVENTION

LISTE DES SINISTRES

- Pas de sinistre
- Pas de contentieux

ANNEXE 3 – ETAT DES MARCHES ET CONTRATS

LISTE DES CONTRATS ET MARCHES GENERAUX

- **Convention relative à la participation de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, pour le compte de la Direction Inter-Régionale de la Mer Méditerranée, au fonctionnement et à l'entretien du balisage du Port Saint-Louis du Mourillon – Commune de Toulon**
 - **Convention**
 - **Avenant n°2 : reconduction de la convention pendant 3 ans à partir du 01.01.2022**

**CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION
DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR,
POUR LE COMPTE DE LA DIRECTION INTER-RÉGIONALE
DE LA MER MÉDITERRANÉE ,
AU FONCTIONNEMENT ET A L'ENTRETIEN DU BALISAGE
DU PORT SAINT-LOUIS DU MOURILLON**

COMMUNE DE TOULON

CONVENTION

Le balisage du port SAINT-LOUIS du MOURILLON est à la charge de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var. Ce balisage qui relève de l'intérêt général doit répondre à une sûreté qui peut être obtenue par la mise en œuvre des moyens de la Direction Inter-Régionale de la Mer Méditerranée.

A cet effet, entre :

la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, représentée par son Président et désignée ci-après la C.C.I.V.,

et

la Direction Inter-Régionale de la Mer Méditerranée, représentée par son Directeur et désignée ci-après la DIRM Méditerranée,

vu :

- le décret n°2017-1653 du 30 novembre 2017 relatif à la signalisation maritime définissant les aides à la navigation et instituant les notions d'Etablissement de Signalisation Maritime (ESM) et d'Aide à la Navigation de Complément (ANC),

- la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 – art. 142 du code des transports, autorisant le service des Phares et Balises à percevoir des rémunérations auprès d'autres personnes ayant un intérêt particulier à la signalisation maritime au regard de leur activité, pour les services de signalisation qu'il leur rend,

- les articles L2111-4 ou L2111-6 du code général de la propriété des personnes publiques dans lesquels il est rappelé que les établissements de signalisation maritime font partie intégrante du domaine public maritime,

- l'arrêté préfectoral n°17/2017 du 11/09/2018 délégation au Directeur Inter-Régional de la Mer Méditerranée,

il a été convenu ce qui suit

Article 1^{er} - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le concours financier que la C.C.I.V. apporte à la DIRM Méditerranée afin de maintenir le balisage d'intérêt général du port Saint-Louis du Mourillon.

Article 2 - FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN COURANTS

1/ Pour le compte de la C.C.I.V., la DIRM Méditerranée assure l'entretien des l'Aides à la Navigation Maritime (ANM) suivantes :

- **ANM n°8300051 : Feu Tribord de la jetée**
- **ANM n°8300053 : Balise bâbord de la contre-jetée**

en se conformant aux règlements, instructions et consignes en vigueur dans les services chargés de la signalisation maritime.

Notamment, elle procède aux visites et réglages périodiques, à l'approvisionnement des matières consommables, au remplacement des pièces d'usures et aux dépannages courants du matériel entre les visites périodiques et, sur les informations qui lui sont données par les responsables du port ou leurs représentants (ainsi qu'il est dit à l'article 3), elle porte remède aux anomalies observées dans le comportement du matériel, des installations ou de leur fonctionnement.

Dans le cadre du contrôle de conformité elle assure, le maintien des couleurs des amers, la vérification et la programmation du feu matérialisant l'accès au bassin.

Le fonctionnement et l'entretien courant seront réalisés dans le cadre des interventions et matériels définis en annexe.

2/ La C.C.I.V. prend à sa charge, dans le cas d'une dégradation volontaire par acte de vandalisme ou par destruction faisant suite à des conditions météorologiques exceptionnelles, le remplacement des matériels constituant les aides à la navigation.

Elle garantit, pour tous les agents des phares et balises dans le cadre de leur mission l'accessibilité aux installations de signalisation maritime.

Article 3 - SURVEILLANCE

La C.C.I.V. surveille le balisage maritime du port du Mourillon.

Elle s'assure notamment du bon entretien du génie civil supportant les aides à la navigation et signale au service des phares et balises tout dysfonctionnement du feu (appareillages optiques et de commandes, câbles et gaines, et en général de tous les matériels spécialisés).

Elle fait parvenir les informations nautiques relatives à ce balisage au service des phares et balises de Toulon, autorité compétente pour les diffuser, en téléphonant à l'astreinte au **04 94 58 30 78** et en confirmant si cela s'avérerait nécessaire cet avis oral par un avis écrit transmis par message électronique à l'adresse : astreinte.spb83@developpement-durable.gouv.fr.

Elle porte à la connaissance du service des phares et balises de Toulon les anomalies observées dans le comportement du matériel, et de manière générale tout incident pouvant nuire à l'intégrité de cette aide à la navigation.

Article 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Les dépenses engagées par le service des phares et balises Méditerranée, en application de la présente convention font l'objet d'ordres de reversement émis par la DIRM Méditerranée sise à Marseille.

Elles sont évaluées forfaitairement à **MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT EUROS (1 980,00 €) TTC** suivant le détail estimatif de l'annexe.

Si le fonctionnement et l'entretien n'ont été assurés par le service des phares et balises que pendant une partie de l'année considérée, le forfait F est réduit proportionnellement.

Article 5 - ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION.

L'entrée en vigueur de la présente convention, subordonnée à son approbation par les deux parties, est fixée au 1^{er} janvier 2022.

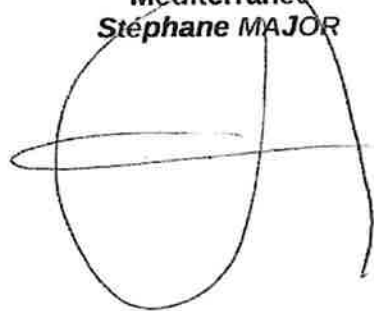
Article 6 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est valable pour une durée de trois ans, non renouvelable, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties trois mois avant la fin de l'année en cours.

Toulon, le 29/11/2022

**Pour le Préfet et par délégation,
pour le chef du Service des Phares et Balises**



**Méditerranée
Stéphane MAJOR**



*Direction Inter-Régionale de la Mer Méditerranée
Service des Phares et Balises Est Méditerranée
244 avenue de l'Infanterie de Marine
BP 501
83041 Toulon cedex 9*

Toulon, le - 6 JAN. 2023

**M. le Président de la Chambre de Commerce
et d'Industrie du Var**

Baptiste GERTIS



*Chambre de Commerce et d'Industrie du Var
236 boulevard du Maréchal Leclerc
BP 5501
83097 Toulon cedex*

**Annexe à la convention
relative au fonctionnement et à l'entretien du balisage
du port SAINT-LOUIS du MOURILLON**

Décomposition du montant forfaitaire pour les années 2022 à 2024

Dépenses correspondant aux seuls travaux définis à l'article 2, à l'exclusion des dépenses résultant de l'application de l'article 3.

Les dépenses de fonctionnement et d'entretien sont fixées forfaitairement à

1/ Main d'œuvre et moyens d'interventions :

| | |
|-------------------|--------------|
| Moyens terrestres | 100,00 € TT |
| Main d'œuvre | 800,00 € TTC |
| sous total 1 | 900,00 € TTC |

2/ Matériels techniques spécialisés :

| | |
|---|----------------|
| Remplacement des matériels optiques et de commande* | 250,00 € TTC |
| Remplacement des éléments de fourniture et de stockage d'énergie* | 46,20 € TTC |
| Maintien des couleurs et accessoires divers | 784,29 € TTC |
| sous-total 2 | 1 080,49 € TTC |

TOTAL = 1 980,49€ TTC arrondi à 1 980,00 € TTC

* Coût annuel des pièces en remplacement systématique selon la durée de vie garantie par les fabricants et l'état d'usure constaté



**SECRÉTARIAT D'ÉTAT
CHARGÉ DE LA MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

*Direction inter-régionale de la mer
Méditerranée*

Sécurité Maritime

Service des Phares et Balises Méditerranée

**CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION
DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR,
POUR LE COMPTE DU SERVICE DES PHARES ET BALISES
MÉDITERRANÉE DE LA DIRECTION INTER-RÉGIONALE
DE LA MER MÉDITERRANÉE,
AU FONCTIONNEMENT ET A L'ENTRETIEN DU BALISAGE
DES PORTS DE LA RADE DE TOULON**

**AVENANT N° 2
RECONDUCTION DE CONVENTION**

Le balisage des ports de la rade de Toulon est à la charge de la **Chambre de commerce et d'Industrie du Var**, représentée par son président et désignée ci-après la CCIV.

Ce balisage d'intérêt général doit présenter une sûreté qui peut être obtenue par la mise en œuvre des moyens de la **Direction Inter-Régionale de la Mer Méditerranée** (service des Phares et Balises Méditerranée) représentée par son directeur.

Il a été conclu le 16 décembre 2016 une convention ayant pour objet de définir le concours financier que la CCIV apporte au service des Phares et Balises pour le fonctionnement et l'entretien technique du balisage des ports de la rade de Toulon.

Cette convention, valable pour une durée de trois ans et renouvelable deux fois par reconduction expresse sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties trois mois avant la fin de l'année en cours, est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016 et a été renouvelée une fois par avenant n°1.

Il est décidé de renouveler cette convention pour une durée de trois ans à compter du **1er janvier 2022**.

Fait en deux exemplaires à :

Toulon, le 25 novembre 2022

Pour le Préfet et par délégation

L'adjoint au chef du Service
des Phares et Balises Méditerranée
Stéphane MAJOR

DIRECTION INTER-RÉGIONALE DE LA MER MÉDITERRANÉE
SERVICE DES PHARES ET BALISES MÉDITERRANÉE
244 AVENUE DE L'INFANTRIE DE MARINE
BP 501
83041 TOULON CEDEX

Toulon, le - 6 JAN. 2023



Le président de la Chambre de Commerce et
d'Industrie du Var

Benoît GERTIS

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR
DIRECTION DES OPÉRATIONS PORTUAIRES
236 BOULEVARD MARÉCHAL LECLERC
BP 5501
83097 TOULON CEDEX

Listing des fournisseurs

| RAISON | ADRESSE | CP | VILLE | CP | VILLE | TEL | FAX | MAIL |
|--|----------------------------------|-------|------------------------|----|-------|----------------|----------------|---------------------------------|
| ATONOR CERTIFICATION | 11 AVENUE FRANCOIS DE PRESTISSIE | 93300 | SAINT DENIS | | | 01 41 02 80 00 | 01 40 11 90 00 | |
| TELECOM DE TOULON CENTRE ET OUEST | TRISORELLE TOULON CENTRE OUEST | 81081 | TOULON CEDEX | | | 04 94 03 95 12 | | cedi.toulon-1@dfi.fr |
| ETRA PROPRETE | 86 RUE LAMOUILLER | 81042 | TOULON CEDEX 9 | | | 04 94 13 95 10 | 04 94 23 95 09 | |
| THE NAVIGATION FAMILY | 8 A AVENUE BURELLO ABRES | 6000 | NICE | | | | | huet@navigationfamily.com |
| ENEA | 323 AVENUE D'ESTIENNE D'ORSÈS | 83500 | LA SEYNE SUR MER | | | 04 94 81 15 17 | 04 90 01 19 27 | contact@brennabou.com |
| COMPARAGNE DE L'EAU ET DE L'ORDRE | 11 RUE LA BOUTE | 75008 | PARIS | | | 0 811 700 700 | | |
| BEZEL FRANCE | 11 BOULEVARD DU PORT DE VAIR | 75015 | PARIS | | | | | piere.bernard@bezel.fr |
| ENTRI | 117 AVENUE DE LA MOULLE BLANCHE | 75000 | CHARENTY | | | | | |
| VEGUA ENERGIE FRANCE SAS | 71 RUE DE LA BOUTIE | 75008 | PARIS | | | 04 86 76 41 02 | | maeme.gomirel@vegua.com |
| CONCEPTION GENERAL MARITIME VANDUS | ZONE PORTUAIRE BRIGAILLON | 83500 | LA SEYNE SUR MER | | | 04 94 94 01 69 | 04 94 94 04 05 | |
| APUR MULTISERVICE | RUE DES PUYERS | 81000 | HYERES | | | 49 11 93 94 | | aturn@hyeres.fr |
| EDF GDF | CENTRE RELATION CLIENTELE | 11507 | TOULON | | | 08 20 62 13 33 | | contact@edf.fr |
| LOVELY TOILETTES | 57 BLD AUGUSTE FOURNIER | 83100 | TOULON | | | 07 87 14 91 | | contact@lovelytoilettes.com |
| COPAS SYSTEMES | 700 RUE ANDRE MALAUX | 7500 | PARIS | | | 04 75 44 44 44 | 04 75 44 44 24 | contact@copas.fr |
| MARINOV | 16 PLACE DE L'IRIS | 97040 | PARIS LA DEFENSE CEDEX | | | 15 88 14 04 1 | | contact@marinov.fr |
| ECORECEPT SAS | 201 IMP DE PETROUAS | 83140 | FLASSANS SUR ISOLE | | | 04 94 10 83 89 | | contact@ecorecept.fr |
| E PANGO | 66 RUE VIGNON | 75009 | PARIS | | | | | alou@e-pango.com |
| VERITICHE SYSTEMS FRANCE-PRIV | 17 RUE PAUL DAUTIER | 78140 | VELUTY VILLACOURLAY | | | 01 39 45 12 10 | 01 39 45 12 21 | |
| TEP SUM SAS (Entretien pompes de relevage) | 329 RUE DU DOCTEUR CALMETTE | 83110 | LA FARLEDE | | | 04 94 77 53 47 | | deuse@tepsum.fr |
| MARE NOSTRUM | 33 BLD DU GENERAL LECLERC | 6240 | BEAUSOUL | | | 04 92 04 88 87 | | info@marenostrum.fr |
| LA BELLEPROIE | 1 RUE DOCTEUR JEAN BERTHOLET | 83000 | TOULON | | | 04 93 97 07 07 | | services@marenostrum.fr |
| SEE TOULON | RUE SAINT BERNARD | 83081 | TOULON CEDEX | | | 04 94 13 71 57 | | services@marenostrum.fr |
| CONTA MEDITERRANEE | 41 CHEMIN VICINAL DE LA MILLIERE | 13011 | MARSEILLE | | | 04 94 11 14 25 | 04 94 06 24 40 | services@conta-mediterranee.fr |
| SUD EST ASSAINISSEMENT DU VAR | 21 DU CAMP LAURENT | 83507 | LA SEYNE SUR MER CEDEX | | | 04 94 94 45 24 | 04 94 94 33 17 | contact@sest-assainissement.com |
| SECORI FRANCE | 575 AVENUE ALPHONSE LAVALLEE | 81089 | TOULON CEDEX 9 | | | 04 94 13 11 11 | 04 94 13 43 03 | contact@securi-france.com |
| TELECOM GENERALE | SERVICE DES FREQUENCES | 84106 | CHATELERAULT CEDEX | | | 05 49 02 44 97 | 05 49 02 55 80 | guy.arnaud@telecom-generale.fr |
| ENUDIS | 106 CHEMIN SAINT GABRIEL | 84000 | AVIGNON | | | | | |

ANNEXE 4 – INVENTAIRE A LA DATE DE SIGNATURE DE LA PRESENTE CONVENTION

COMPTEURS EAU & ELECTRICITE

POINTS DE LIVRAISON - ELECTRICITE

- **EDF :**
Adresse de livraison : 105 Boulevard Eugène PELLETAN – 83 000 TOULON
Point de livraison : 500 50 88 11 56 806

- **Electricité de Provence / La Belle Energie :**
Adresse de livraison : Port Saint-Louis Bureau N3 Littoral F Mistral - 83 000 TOULON
Point de livraison : 25 315 195 292 918

COMPTEURS EAU

- **Fournisseur Véolia :**
Adresse desservie : Face au 183 Port Saint Louis QU Belle Rive – 83 000 TOULON
Numéro compteur : U22BA152672

- **Fournisseur Véolia :**
Adresse desservie : Cabanon Pêcheurs QI Belle Rive – 83 000 TOULON
Numéro de compteur : U22BA149654

PORT SAINT-LOUIS DU MOURILLON
INVENTAIRE CONTRADICTOIRE DES ACTIFS

| | Désignation | Descriptifs | Quantité | Observations CCIV | Observations MTPM |
|----|-------------------------------------|---|------------|-------------------|-------------------|
| | INSTALLATIONS PORTUAIRES | | | | |
| 1 | Jetée Est | Digue enrochement + Quai maçonné + Mur en pierres + Escaliers | 1 | | |
| 2 | Jetée Ouest | Digue enrochement + Quai maçonné + Muret en pierres | 1 | | |
| 3 | Passerelle d'accès Jetée Est | | 1 | | |
| 4 | Phare Jetée Est | | 1 | | |
| 5 | Balise Jetée Ouest | | 1 | | |
| 6 | Ponton Accueil | | 1 | | |
| 7 | Appontement fixe Pointus | | 1 | | |
| 8 | Chaîne mère Jetée Est | 3/4 du linéaire de la jetée | 1 | | |
| 9 | Chaîne mère Jetée Ouest | 2/3 du linéaire de la jetée | 1 | | |
| 10 | Chaîne mère Quai des pêcheurs | | 1 | | |
| 11 | Chaîne mère Quai Ouest | | 1 | | |
| 12 | Chaîne mère Ponton Pointus | | 1 | | |
| 13 | Chaines de couronnement Jetée Est | | 1 | | |
| 14 | Chaines de couronnement Jetée Ouest | | 1 | | |
| 15 | Bornes distribution d'eau | Compteur dédié | 5 | | |
| 16 | Nurseries artificielles | 60 demi modules Refish (40 sur Quais + 20 sur Jetée Est) | 60 | | |
| 17 | Signalétique environnement | | 1 | | |
| 18 | Signalétique aire carénage | | 1 | | |
| 19 | Cale de mise à l'eau | | 1 | | |
| 20 | Aire de lavage | Dallage béton + caniveaux grilles | 1 | | |
| 21 | Séparateur hydrocarbures | | 1 | | |
| 22 | Locaux techniques manutention | | 2 pièces | | |
| 23 | Stop roue chariot élévateur | | 1 | | |
| 24 | VRD | | | | |
| 25 | Barrière levante motorisée | Lecteurs de badge contrôle d'accès haut et bas de rampe | 1 | | |
| 26 | Borne escamotable + moteur | Désactivé lors de l'installation de la barrière | 1 ensemble | | |
| 27 | Coffre Elect barrière | Coffre d'alimentation | 1 pièce | | |
| 28 | Barrière levante manuelle | | 1 | | |
| 29 | Blocs béton | | 10 | | |
| 30 | Barrières métalliques | Digue Est | 4 | | |
| 31 | Potelets métalliques | | 2 | | |
| 32 | Bancs | | 4 | | |
| 33 | Corbeilles ordures | | 9 | | |
| 34 | Candélabres Jetée Est | | 5 | | |
| 35 | Candélabres Jetée Ouest | | 2 | | |
| 36 | Candélabres terre-plein | | 3 | | |
| 37 | Mât porte-drapeau | Parking | 2 pièces | | |
| 38 | Compteur eau potable | | 2 | | |
| 39 | Compteurs électriques | | 2 | | |
| 40 | Fontaine à eau extérieur | | 2 | | |

PORT SAINT-LOUIS DU MOURILLON
INVENTAIRE CONTRADICTOIRE DES ACTIFS

| | | | | | |
|----|------------------------------------|--|------------|---|--|
| 41 | Distributeur sacs à déchets canins | | 2 | | |
| 42 | Cendrier | | 1 | | |
| 43 | BATIMENTS ET MOBILIER | | | | |
| 44 | Locaux UMM | | 1 | | |
| 45 | Pergola UMM | | 1 | | |
| 46 | Locaux, ateliers et annexes | | 5 | | |
| 47 | OUTILLAGE ET EQUIPEMENTS | | | | |
| 48 | Bers | 2 bers 80 / 2 tréteaux / 1 V | 5 pièces | | |
| 49 | Nettoyeur haute pression | 1 Nettoyeur HP + 1 Cuve 1m3 | 1 | | |
| 50 | Câle en bois | Câlage manutention | 4 pièces | | |
| 51 | Bouée couronne | 1 bouée / 1 coffre | 1 pièce | | |
| 52 | Echelles de sécurité | | 7 | | |
| 53 | Barrage antipollution | Barrage + jupe | 48 ml | | |
| 54 | Sac absorbant | Terre diatomée | 2 pièces | | |
| 55 | Combinaison de protection | "Blanche" | 2 pièces | | |
| 56 | Extincteur | 1 bureau Accueil / 1 point propre / 1 local vidéo | 4 | | |
| 57 | Table de bureau | 1 table à l'accueil / 2 tables au local vidéo | 3 pièces | | |
| 58 | Chaise | 1 Local vidéo | 1 pièce | | |
| 59 | WC | Contrôle d'accès pour blocs sanitaires location saisonnière homme / femme | 1 pièce | Contrôle d'accès appartient à la concession | |
| 60 | Local poubelle | 2 Containers 600 Litres | 2 pièces | | |
| 61 | Point propre | Cuve à huile / bib Plastique / bib Filtres huiles et essence et gasoil / bib Chiffon | 1 pièce | | |
| 62 | Pompe submersible | | 1 | | |
| 63 | Panneau affichage | 1 Parking / 2 Bâtiment | 3 pièces | | |
| 64 | Climatisation mobile | | 1 | | |
| 65 | Webcam | Webcam + Serveur streaming | 1 | | |
| 66 | Caméra vidéo protection | | 2 | | |
| 67 | Serveur vidéo protection | | 1 | | |
| 68 | Centrale contrôle d'accès | | 1 ensemble | | |

Liste des immobilisations au
31.12.2023

| Immatr | Désignation |
|-----------|-----------------------------------|
| 202107700 | PASSAGE WINDOWS 10 ET ACC7 |
| 201215800 | CREATION D UNE LOGETTE EDF |
| 199153200 | REFECTION QUAI JETEE EST |
| 199153400 | REFECTION QUAI JETEE EST |
| 199153600 | REHAUSSEMENT QUAI JETEE |
| 199153700 | REFECTION QUAI JETEE EST |
| 199153800 | REFECTION QUAI JETEE EST |
| 199153900 | REFECTION QUAI JETEE EST |
| 199154000 | REFECTION QUAI JETEE EST |
| 201519700 | PONT PROPRE |
| 201618400 | RENOVATION BUREAU PORT ANEXE |
| 202009100 | CLIM MOBILE LOCAL VIDEO SLM |
| 202107200 | COMPTEUR ET POSE DE MODULE |
| 202200200 | CREATION 3 POINTS EAU AVEC |
| 202200300 | TRAV ALIMENTATION ELECTRIQUE |
| 201920600 | REALISATION 3 REGARDS |
| 201716200 | RAMPE MISE A LEAU |
| 201920300 | 4 BLOCS ENROCHEMENT |
| 201467300 | APPONTEMENT FIXE |
| 201921100 | AMENAGEMENT AIRE DE CARENAGE |
| 201921200 | OUVRAGE PROTECTION DIGUE |
| 201139600 | CONFORTEMENT QUAI ST LOUIS DU |
| 200603400 | PLATELAGE BOIS |
| 198114300 | SERRA TRX SIT 2 JETEE ST LOUIS |
| 198114400 | SERRA TRX PORT ST LOUIS |
| 198114500 | SIT 3 DIGUE PORT ST LOUIS |
| 196906400 | ENROCHEMENT PROTEC JETEE |
| 197910200 | SUPPORT DE FEU |
| 198013500 | DALLE BETON FEU D'ENTREE |
| 198013600 | DALLE BETON FEU D'ENTREE |
| 200958100 | CHAINE DE COURONNEMENT COTE |
| 200958200 | CHAINE DE COURONNEMENT |
| 200958300 | REPRISE DE LA CHAINE MERE |
| 201618600 | CHAINE MERE |
| 201322300 | CHAINE DE COURONNEMENT |
| 202200400 | CHAINE MERE D24 + CORPS MORT |
| 201716300 | CREAT° MOUILLAGE CORPS MORTS |
| 200958400 | MOTEUR HYDROLIQUE BORNE & TETE |
| 200330200 | BORNE AUTOMATIQUE ESCAMOTABLE |
| 200961900 | CANDELABRES A LEDS HAUTEUR 6M |
| 201029600 | CANDELABRE QUADRUPLE A LEDS |
| 201139800 | ECLAIRAGE JETEE OUEST EST |
| 201519800 | BARRIERES METALLIQUES |
| 201618700 | BARRIERE LEVANTE MOTORISEE |
| 201618800 | BANQUETTES BETON |
| 201618900 | AIRE DE LAVAGE |
| 201716400 | PERGOLA |
| 201814600 | POTELETS PARKING PORT ST LOUIS ET |
| 201814700 | PANNEAUX PORTS PROPRES |
| 201920500 | AMENAGEMENT MASSIF BETON |
| 202200500 | CREATION PLOT BETON+ESCALIER |
| 202200600 | INSTALLATION NURSERIE |
| 202200700 | INSTALLATION PANNEAU |
| 202107300 | SIGNALETIQUE |
| 202107400 | SIGNALETIQUE |
| 202107500 | EXTENS.15M² RENFORT ZONE LEVAGE |

| | |
|-----------|-----------------------------------|
| 202107600 | REPRISE PONTON DALLE BETON |
| 198013700 | TRAVAUX ELECTRIQUE |
| 198013400 | TRAVAUX ELECTRIQUE |
| 202200800 | CREATION STOP ROUE CHARIOT |
| 200431500 | PASSERELLE ACCES ST LOUIS |
| 202016700 | PONTONS FLOTTANTS ACCUEIL SLM |
| 199153500 | ECLAIRAGE PUBLIC ET PHARE |
| 201322400 | CENTRALE CONTROLE ACCES TEXAS |
| 201920700 | CREATION CONDUITE TELEPHONIQUE |
| 201920900 | LECTEUR ACCES PORT PROPRE |
| 201921000 | EQUIPEMENT CONTROLE ACCES |
| 201814800 | CONDUITE TELEPHONIQUE |
| 201816700 | TABLETTE PANASONIC |
| 201920400 | VITRINE EXTERIEURE |
| 201827600 | VIDEO PROTECTION |
| 202009300 | SERVEUR VIDEO PROTECTION LOCAL |
| 201519900 | ECHELLES DE SECURITE |
| 200166100 | 1 COFFRE A BOUEES |
| 200429200 | CHAINE DE COURONNEMENT JETEE |
| 199361800 | REALISAT.ECLAIRAGE PUBLIC 8204803 |
| 202200900 | SERVEUR STREAMING WEBCAM |
| 202201000 | WEBCAM |
| 202110100 | WEBCAM ET DETECTEUR DE PRESENCE |

DOCUMENTATION TECHNIQUES

1- Amiante

- 1.1 - 2021 Diagnostic Technique Amiante Union Maritime du Mourillon**
 - 1.1.1 - 12-Envoi DTA UMM**
 - 1.1.2 - 843448_am_1621605915**
 - 1.1.3 - 843448_dt_1621605918**
 - 1.1.4 - 843448_fr_1621605923**
 - 1.1.5 - Mise à jour des dossiers techniques amiantes (DTA) - Port Saint-Louis du Mourillon et Darse Nord**

2- Diagnostics

- 2.1 - 2021-Musoir Digue Est**
 - 2.2.1 – 11 photos**
 - 2.2.2 - rapport inspection**

3- Documents techniques

- 3.1 – Barrières levantes**
 - 3.1.1 - SLM-BL43-Automatic Systems**
- 3.2 – Nettoyeurs HP carénage**
 - 3.2.1 - SLM-nettoyeurs HP carénage**

4. DOE

- 4.1 – Aire de rinçage 2015**
 - 4.1.1 - DOE SLM**
 - 4.1.2 - Plan d'implantation aire de lavage SLM**
 - 4.1.3 - TOULON-SAINT LOUIS-PORT-REC.dwg**
- 4.2 – Ponton et Pointus**
 - 4.2.1 – Déclaration préalable**
 - 4.2.1.A - Dossier DP - Avis ABF**
 - 4.2.1.B – Dossier DP**
 - 4.2.1.C – Lettre DDTM – DP port SLM**
 - 4.2.2 - Arrêté Préf. SLM bateaux patrimoine**
 - 4.2.3 - Mémoire Tech. METALU6Projet Saint Louis TOS 2**
 - 4.2.4 – Ponton SLM**
 - 4.2.5 – Saint Louis**
- 4.3 – Rampe de mise à l'eau 2017**
 - 4.3.1 - Photos Rampe de mise à l'eau**
 - 4.3.1.A – 33 photos**
 - 4.3.2 - DOE_Rampe mise à l'eau Port St LOUIS_23-10-17**
- 4.4 – Vidéo-protection**
 - 4.4.1 – Annexes**

- 4.4.1.A - ANNEXE 10 - PLANS D'ARCHITECTURE
- 4.4.1.B - ANNEXE 11 - CAMERA FIXE BULLET
- 4.4.1.C – ANNEXE 12 -CAMERA DOME
- 4.4.1.D - ANNEXE 13 -CAMERA MULTICAPTEUR
- 4.4.1.C - ANNEXE 14 -MINI DOME
- 4.4.1.D - ANNEXE 15 - SERVEUR 20 TO
- 4.4.1.E - ANNEXE 16 - SERVEUR APPLIANCE
- 4.4.1.F - ANNEXE 17 -BOITIER ANALYTICS APPLIANCE
- 4.4.1.G - ANNEXE 18 -LOGICIEL AVIGILON CONTROL CENTER
- 4.4.1.H - ANNEXE 19 -PUPITRE DE COMMANDE AVIGILON
- 4.4.1.I - ANNEXE 20 -JOYSTICK AVIGILON
- 4.4.1.J – ANNEXE 21 -STATION DE DECODAGE
- 4.4.1.K - ANNEXE 22 -STATION DE TRAVAIL
- 4.4.1.L - ANNEXE 23 - ECRAN 24 POUCES
- 4.4.1.M - ANNEXE 24 - ECRAN 43 POUCES
- 4.4.1.N - ANNEXE 25 -ECRAN 55 POUCES
- 4.4.1.O - ANNEXE 26 -ONDULEUR
- 4.4.1.P - ANNEXE 27 - CONVERTISSEUR FO RJ
- 4.4.1.Q – ANNEXE 28 - BAIE
- 4.4.1.R – ANNEXE 29 - COFFRET MARINA
- 4.4.1.S – ANNEXE 30 - MAT 4M
- 4.4.1.T – ANNEXE 31 - FIBRE SOUS MARINE
- 4.4.1.U – ANNEXE 32 - SWITCH
- 4.4.1.V – ANNEXE 33 - MICRO PC
- 4.4.1.W – SLM-Implantation caméras

4.4.2 - DOE - CCIV - Travaux de vidéoprotection

4.4.3 - Inventaires caméras 2023

4. Etat des risques naturels et technologiques

4.1 - RISQUES toulon_ial_20190603_arrete

5. Plans

5.1 – Compteurs eau

5.1.1 – Compteurs eau V3

5.2 – Compteurs électricité

5.2.1 – Implantation compteurs élec V3

5.3 – Digue Est

5.3.1 – DP

5.3.1.A - Accusé d'enregistrement électronique (AEE) n° 111524

5.3.1.B - Dépôt de dossier en ligne n° DP 083 137 23 P0072 - Récépissé de dépôt

5.3.1.C - Plans A3 Digue Est SLM

5.3.1.D - SLM-Enrochement Digue Est-Bordereau PJ

5.3.1.E - SLM-Enrochement Digue Est-CERFA

5.3.1 – PAC

5.3.1.A - 2023.01.06-C.ROSSO-E.RICHARD_PAC digue SLM

5.3.1.B - DDTM-Réponse Porter à connaissance travaux entretien digue Est port St Louis

5.3.1.C - Dossier de Présentation - Port St Louis Entretien Digue Est

5.4 – Locaux carénage

5.4.1 - SLM-L.T Carénage-DPT

5.4.1.A. CERFA

5.4.1.B - DP

5.4.1.C - DP01-Plan de situation

5.4.1.D - DP02-Plan de masse

5.4.1.E - DP04-Plan des façades

5.4.1.F - DP05-Représentation de l'aspect extérieur de la construction

5.4.1.G - DP06-Insertion du projet de construction dans son environnement

5.4.1.H – DP07-Photographie du terrain dans l'environnement proche

5.4.1.I - DP08-Photographie du terrain dans le paysage lointain

5.4.1.J – DP09-Plan sommaire des lieux

5.4.1.K – DP10-Plan de l'aménagement

5.4.1.L - DP11-Notice

5.4.1.M – récépissé

5.4.1.N - Sommaire

5.4.2 - 01_dp

5.4.3 - 03_recepisse

5.5 – Nurserie

5.5.1 - Implantation Saint-Louis V2

5.6 – Saint-Louis du Mourillon

5.6.1 – PDF

5.6.1.A - SAINT-LOUIS DU MOURILLON-A3H

5.6.2 - SAINT-LOUIS DU MOURILLON.dwg

6. Rapports Maintenance

6.1 – Fermetures automatiques

6.1.1 - ENR_Entra_SLM_20230830_visite semestrielle

6.1.2 - ENR_Entra_SLM_20231031_vérification périodique

6.2 – Nurseries

6.2.1 - RE Nurserie ST LOUIS_Reparation

6.3 – Plan Maintenance

6.3.1 - Plan_Maintenance-SLM 2023

6.4 – Traitement des algues

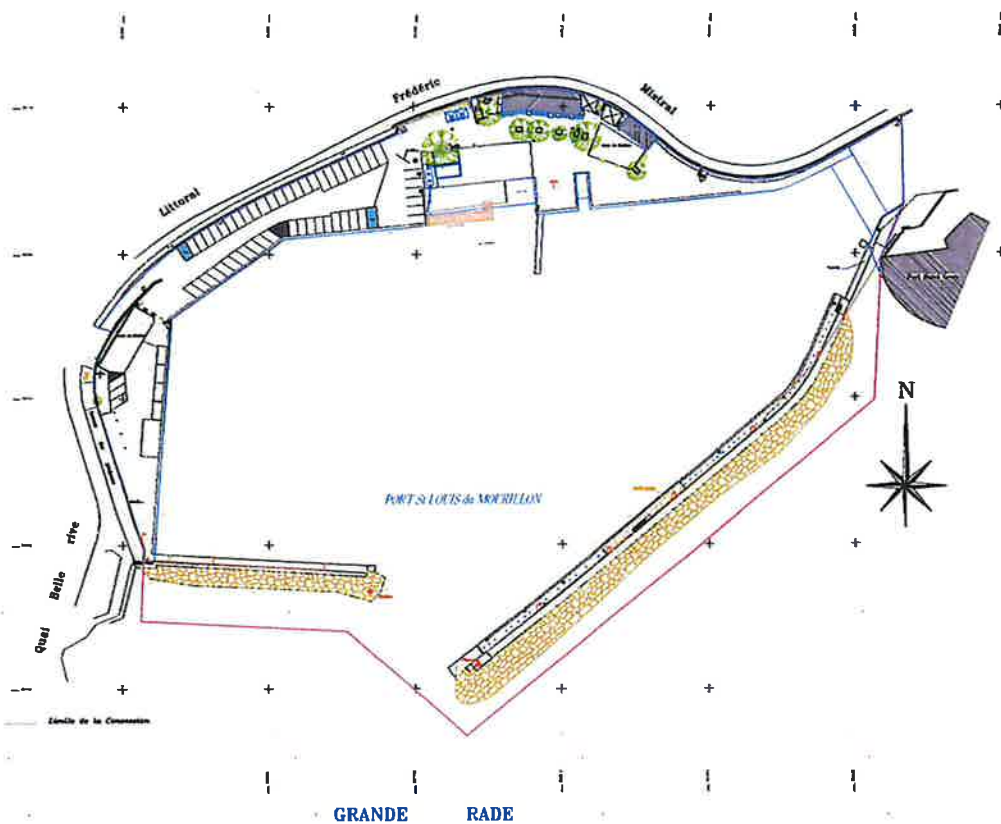
6.4.1 – 2023

6.4.1.A - Bilan suivi travaux Saint-Louis Mourillon 2023 VO avec annexes

- 6.4.1.B - BSD-20230721-P7XNR8PW6
- 6.4.1.C - BSD-20230724-T548X9X67
- 6.4.1.D - ENR_Entra_SLM_20230724_Evacuation posidonies

ANNEXE 5 – PLANS DU PORT

| | | | | |
|-----|----|----|----|----|
| 41 | 3 | 10 | 2 | 18 |
| 101 | 17 | 28 | 16 | 26 |
| 8 | 9 | 47 | 47 | 24 |
| 2 | 12 | 18 | 8 | 4 |



Ports Rade de Toulon



PORT SAINT-LOUIS DU MOURILLON

DIRECTION

C.ROSSO

VALIDATION

M.BEUTIN

REDACTEUR

F.PANICONI

DATE

23/11/2023

IND

A

ECHELLE

1/1000

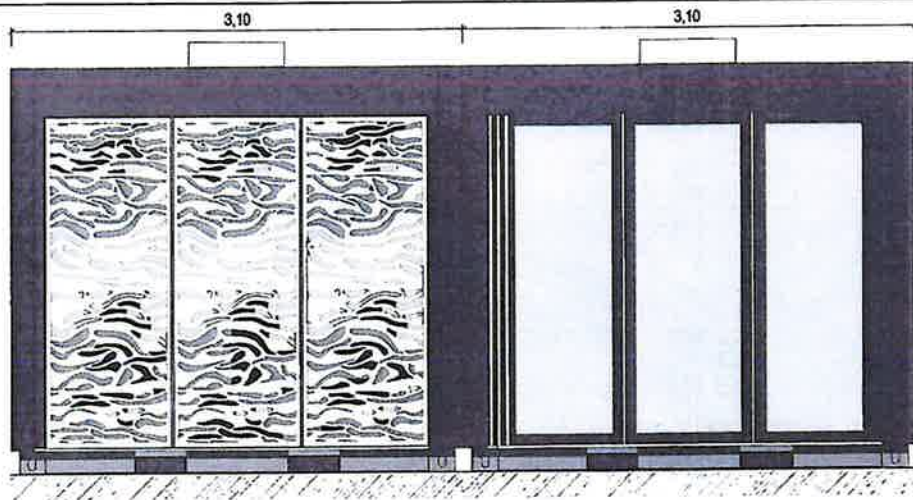
ORNI

A3

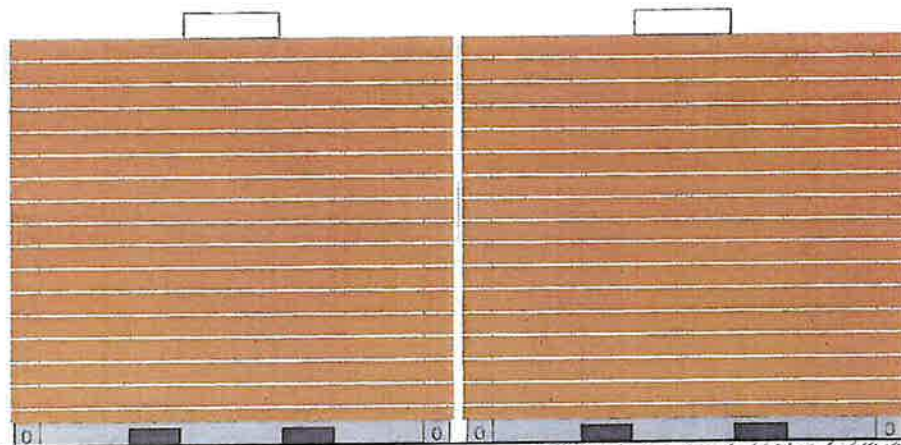
Ports Rade de Toulon, non contractuel et ne pouvant en aucun cas engager la responsabilité de la DDT de la région de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il peut servir d'appoint, mais ne peut en aucun cas remplacer les documents officiels de la DDT de la région de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le plan de Port Saint-Louis du Mourillon est un document de travail. Il est soumis à la validation de la DDT de la région de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il ne peut en aucun cas servir de base à des décisions ou à des actions.

FACADE SUD



FACADE NORD



PROJET

DP4a

Ports Rade de Teulhon

PORT SAINT-LOUIS DU MOURILLON - Locaux techniques de l'aire de carénage
PLAN DES FACADES SUD ET NORD

DIRECTION
J.GIRAUD

VALIDATION
R.GOUTALIER
J.C.BARBAGELATA

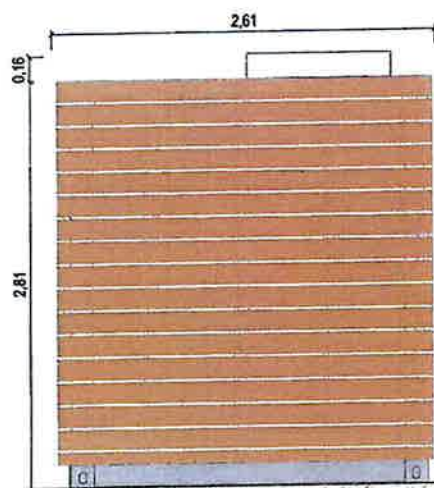
REDACTEUR
F.PANICONI

DATE
18/01/2022

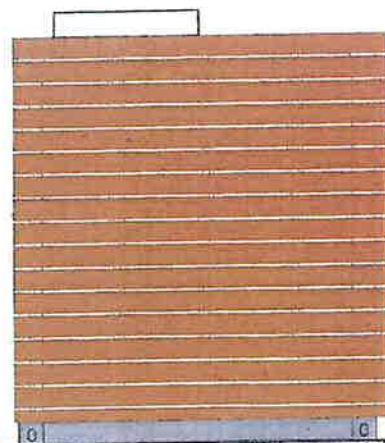
IND
A

ECHELLE
1/25

FORMAT
A3



FACADE OUEST



FACADE EST

PROJET

DP4b



PORT SAINT-LOUIS DU MOURILLON - Locaux techniques de l'aire de carénage
FACADES OUEST ET EST

DIRECTION
J.GIRAUD

VALIDATION
R.GOUTALIER
J.C.BARBAGELATA

REDACTEUR
F.PANICONI

DATE
18/01/2022

IND
A

ECHELLE
1/25

FORMAT
A3

